LES DROITS HUMAINS EN PÉRIL

Dans le cadre de la démarche d'animation proposée par la Ligue des droits et libertés, janvier 2014



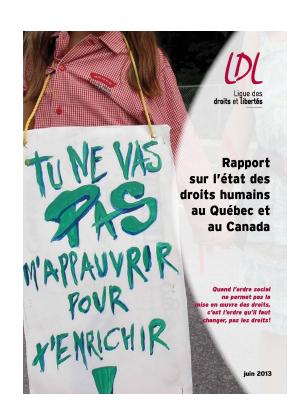
Un projet de société incompatible avec les droits

- 30 organisations participantes et une cinquantaine y adhérent
- Recul généralisé de la situation des droits humains
- Grave détérioration des conditions de vie des personnes que ces groupes rejoignent et de nombreuses violations des droits



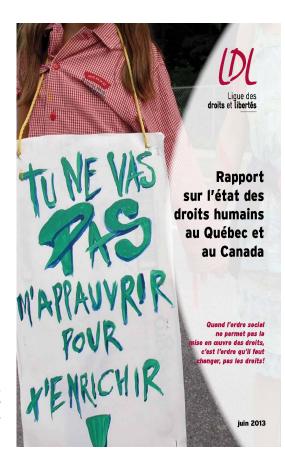
Un projet de société incompatible avec les droits

- Recul généralisé de la situation des droits humains en raison du mode actuel d'organisation économique, social et politique qui est incompatible avec la réalisation des droits
- Ce modèle concentre l'accumulation de richesses matérielles et financières dans les mains d'une poignée de personnes



Un projet de société incompatible avec les droits

- Ce modèle repose essentiellement sur 3 tendance actuelles qui sont incompatibles avec la réalisation des droits:
- Tout à la croissance : la priorité à la croissance économique au détriment de toutes les autres dimensions de la vie humaine;
- Marchandisation: la logique de marché qui s'étend;
- Atteintes à la démocratie: qui découlent des deux premières tendances et renforcées par l'idéologie conservatrice.



LE TOUT À LA CROISSANCE

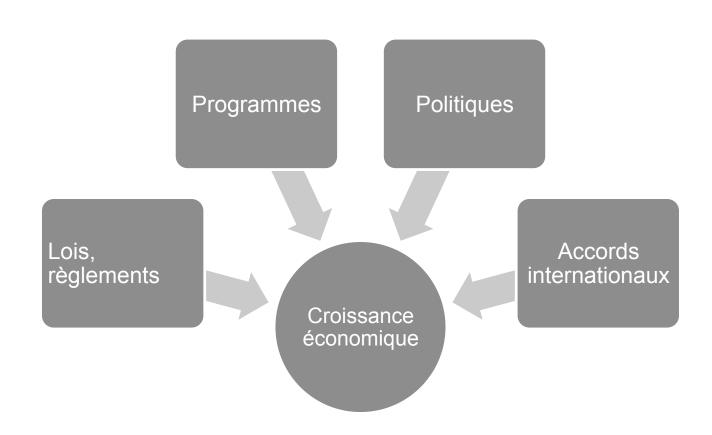
Et ses conséquences sur les droits humains

Rencontre nationale FAFMRQ – 7 juin 2014

Qu'est-ce que le tout à la croissance?



Qu'est-ce que le tout à la croissance?



Priorité à la croissance... au détriment du travail décent

Pour diminuer les coûts de main d'œuvre et la rendre plus flexible, on:

- Diminue la sécurité d'emploi;
- Adopte des lois spéciales pour forcer le retour au travail des employéEs et éviter que le conflit de travail ne nuise à l'économie;
- Remplace le travail salarié par du
 « travail autonome » avec des conditions de travail plus précaires;
- Contourne certaines lois du travail;
- Discrimine de façon systémique les travailleuses et travailleurs migrantEs
- etc.



Crédit photo xddorox

Atteintes au droit... du travail, à un revenu suffisant, d'association, à l'alimentation, du logement, à l'égalité, etc.

Priorité à la croissance... au détriment du travail décent

Près de 40% de l'emploi au Québec est atypique

Les femmes occupent 47,7% de l'emploi total, mais 59,3% des emplois atypiques salariés.

Plus de 60% de la main-d'œuvre québécoise n'est pas syndiquée.

Le salaire minimum, à 10,35\$/heure, est insuffisant pour assurer la réalisation des droits.

Priorité à la croissance... au détriment des programmes de soutien au revenu

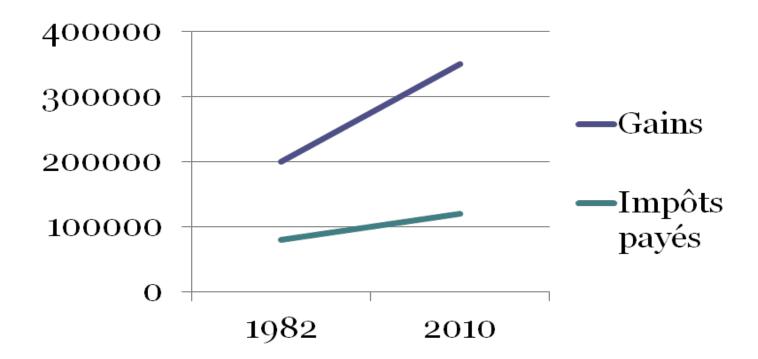


Effets sur les droits: droit au travail, droit à un revenu suffisant, droit à l'alimentation, droit au logement, etc.

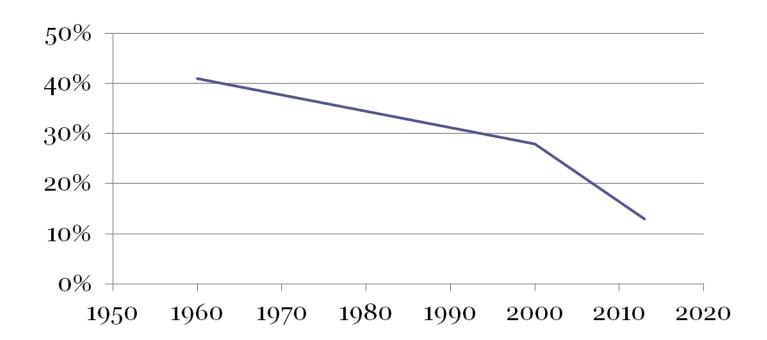


Crédit photo: TROVEPO

Gains et impôts du 1% de la population québécoise la plus riche



Baisse de l'impôt des sociétés canadiennes

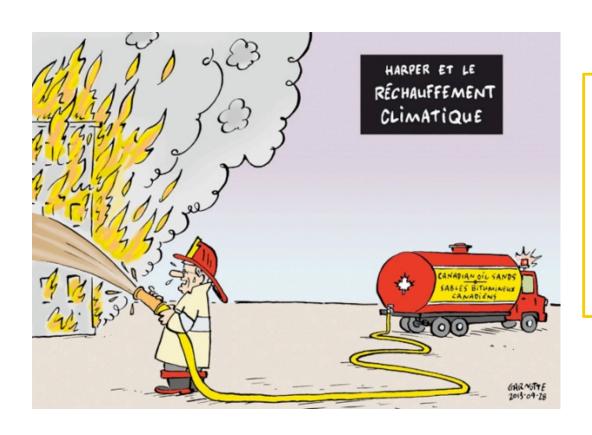


- Restriction dans les services publics
- Diminution des possibilités matérielles de sortir de la pauvreté



Effets sur les droits: droit à l'alimentation, droit à l'égalité, droit au logement, droit à la santé, droit à l'éducation, etc.

Priorité à la croissance... au détriment de l'environnement et de l'autodétermination des peuples



Effets sur les droits:

droit à l'autodétermination, droit d'accès à l'eau, droit à l'information et à la participation aux prises de décisions, droit à la santé, etc.

LA MARCHANDISATION

Et ses conséquences sur les droits humains

Rencontre nationale FAFMRQ – 7 juin 2014

Qu'est-ce que la marchandisation?



Qu'est-ce que la marchandisation?

- Ce virage s'appuie sur l'idéologie néolibérale, qui est désormais bien ancrée au Québec;
- Il se manifeste, entre autres, par un changement de vocabulaire. Au nom de la « nouvelle gestion publique», les citoyenNEs deviennent des clientEs;
- On passe d'un vocabulaire des droits à celui de la responsabilisation d'une clientèle.

Clients, clientèle

Prestataires de service

Bonne gouvernance

Utilisateurs payeurs

Faire sa juste part

Rentabilité

Gestion par résultats

Des biens publics de plus en plus marchandisés

- Le rapport montre d'abord une marchandisation croissante des biens publics dans le domaine de la santé et de l'éducation.

Quelques exemples en santé:

- Instauration de la taxe santé;
- Obligation de rendement pour les établissements de santé;
- Ouverture de cliniques privées;
- Frais accessoires abusifs;
- Régime public-privé d'assurance médicaments;
- Recours croissant aux PPP.



Effets sur les droits: droit à la santé, droit à un niveau de vie suffisant, etc.

Des biens publics de plus en plus marchandisés

- Le droit à l'éducation aménagé pour servir l'économie

Quelques exemples en éducation:

- Hausse des frais de scolarité
- •Éducation axée sur l'employabilité et la formation de la main d'oeuvre
- Compressions dans la lutte à l'analphabétisme



Crédit photo : Laurence Lagouarde

Effets sur les droits: droit à l'éducation, droit à la santé, droit à un niveau de vie suffisant, droit d'association, droit à la participation citoyenne, etc.

Des biens marchands de moins en moins contrôlés

- Au niveau du logement, plusieurs exemples montrent que les gouvernements abandonnent leurs responsabilités en matière de droits humains. Le droit au logement est de plus en plus assujettis aux lois du marché du logement.

Quelques exemples au niveau du logement :

- Subventions du fédéral insuffisantes
- •Inaction face:
 - À la spéculation sur le prix des loyers
 - Au manque de logements dans les communautés des Premières Nations
- •Absence :
 - De mesures fermes contre la discrimination
 - De politique globale en matière d'itinérance fondée sur les droits



Effets sur les droits: droit au logement, droit à l'égalité, droit à la santé, etc.

Des biens marchands de moins en moins contrôlés

- Le droit à l'alimentation est lui aussi de plus en plus assujetti aux lois du marché.

Quelques exemples au niveau de l'alimentation:

- •Surveillance insuffisante de l'Agence canadienne d'inspection des aliments
- •Refus d'étiqueter les OGM
- Oligopoles
- Politique tournée vers l'exportation
- Absence de contrôle des prix des aliments de base

Effets sur les droits: droit à l'alimentation, droit à l'information, droit à la santé, etc.

LES ATTEINTES À LA DÉMOCRATIE

Et leurs conséquences sur les droits humains

Rencontre nationale FAFMRQ – 7 juin 2014

Qu'est-ce que les atteintes à la démocratie?



Déficit démocratique

- Concentration du pouvoir politique aux mains de l'exécutif
- Utilisation fréquente du « bâillon »
- Adoption de lois « mammouth »
- Limites imposées à l'accès à l'information



Impacts sur les droits: droit à l'autodétermination, droit à l'information, droit à la participation, etc.

Bâillonnement, exclusion et marginalisation

- Invitations ciblées
- Contrôle des groupes via le financement



Bâillonnement, exclusion et marginalisation

- Mouvements de contestation ignorés, réprimés et judiciarisés
- Exclusion des personnes marginalisées



Impacts sur les droits: liberté d'expression, droit d'association, droit à la participation, droit à l'information, droits à la sécurité, droits économiques, sociaux et culturels

Dérapages de la morale conservatrice

- Catégorisation des personnes
- Droits qui deviennent des privilèges pour les personnes qui le méritent

Droits humains pour toutes et pour tous

Privilèges pour les personnes qui le méritent

Effets sur les droits: droit à l'égalité, droit à la santé et l'intégrité des femmes, etc.

ENSEMBLE, RÉTABLISSONS LES DROITS

Pour une société où tous les droits sont respectés

À VOUS DE JOUER!